GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – PROJET DE LOI

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	12.01.2023	10h44	23.107	PRÉSIDENCE
Annule et remplace				

Auteur-e(-s) : Bureau du Grand Conseil

Titre : Loi modifiant la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

sur la proposition de la commission...

décède :

Article premier La loi d'organisation du Grand Conseil (OGC), du 30 octobre 2012, est modifiée comme suit :

Art. 195, alinéa 1, lettre c ; alinéa 2

¹Si l'entrée en matière est acceptée, la commission :

c) propose ses propres amendements ou son propre projet de loi ou de décret, en tenant compte des conclusions de ses travaux et des éventuels amendements acceptés ;

²Par son rapport, la commission recommande au Grand Conseil l'adoption ou le refus du projet de loi ou de décret tel que déposé, ou amendé, ou son propre projet de loi ou de décret.

Art. 198a (nouveau)

Note marginale : Opposition des projets de lois ou de décrets

¹Lorsqu'une commission est entrée en matière sur un projet de loi ou de décret, puis a proposé son propre projet, le Grand Conseil vote sur l'entrée en matière de chacun d'eux. L'auteur du projet initial peut renoncer à cette opposition en annonçant le retrait de son projet jusqu'à l'ouverture du vote.

²En cas de préférence pour le projet de la commission, les articles 282 et suivants s'appliquent.

³En cas de préférence pour le projet initial, ce dernier est renvoyé à la commission qui l'a traité pour nouvel examen, avec mandat de vérifier sa conformité formelle. Les alinéas ¹^{bis} et ¹^{er} sont applicables par analogie.

Art. 203, alinéa 4

⁴Il est mis en discussion en débat libre et fait l'objet d'un vote au plus tard dans l'année qui suit son dépôt.

Art. 209, alinéa 5 (nouveau)

⁵L'interpellation est traitée par le Grand Conseil au plus tard dans les six mois qui suivent son dépôt.

Art. 211, alinéa 3

³La réponse écrite est adressée aux membres et membres suppléants du Grand Conseil par courrier électronique au plus tard jusqu'à l'ouverture de la session ordinaire suivante.

Art. 220

La recommandation est traitée au plus tard dans l'année qui suit son dépôt.

Art. 237, alinéa 1

¹Le postulat est traité par le Grand Conseil au plus tard dans l'année qui suit son dépôt.

Art. 247, alinéa 3

³La réponse écrite est adressée aux membres et membres suppléants du Grand Conseil par courrier électronique au plus tard jusqu'à l'ouverture de la session suivante.

Art. 264

Pour les développements oraux des résolutions, (Suppression de : des interpellations,) des recommandations, des motions et des postulats, les membres du Grand Conseil parlent à la tribune.

Art. 2 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 3 Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à la promulgation de la présente loi, qui entre en vigueur dès sa promulgation.

Neuchâtel, le

Au nom du Grand Conseil :
La présidente,

Le secrétaire général,

Motivation (facultatif) :

Par le biais du présent projet de loi, le bureau du Grand Conseil fait état du résultat de ses réflexions quant aux besoins de changement de l'OGC pour pallier certaines problématiques identifiées.

La première, qui impacte les articles 195 et 198a, consiste à prévoir une procédure d'opposition entre le projet de loi ou de décret initial déposé par un-e député-e (ou autre) et le projet proposé au plénum par la commission, qui peuvent parfois être considérablement différents.

La deuxième consiste à instaurer des délais de traitement pour les projets de résolutions (art. 203), interpellations (art. 209), recommandations (art. 220) et postulats (art. 237), traités par le plénum par ordre chronologique depuis le changement de loi adopté par le Grand Conseil le 2 novembre 2021.

Est également proposée une harmonisation du délai de transmission aux député-e-s des réponses écrites aux interpellations (art. 211) et aux questions (art. 247).

Enfin, il vise à adapter la loi avec la pratique quant à l'usage de la tribune, peu ou pas appliqué lors du développement des interpellations (art. 264).

NB : en commentaire des modifications proposées aux articles 195 et 198a, le bureau prévoit les explications suivantes :

Art. 195 :

Lorsqu'une commission entre en matière sur un projet qui lui est soumis, elle a ensuite toute liberté de le modifier afin de proposer un projet reflétant les conclusions des travaux de la commission. Cela peut aboutir à la proposition, au Grand Conseil, d'un projet de loi ou de décret très différent du projet initial et propre à la commission. Alternativement, la commission peut également décider de soumettre au Grand Conseil le projet de loi initialement déposé, avec ses propres amendements.

Art. 198a :

Le débat d'entrée en matière est suivi d'un vote d'opposition entre le projet initial et le projet de la commission, à moins que l'auteur initial n'y renonce, ou que la commission ne propose l'adoption du projet de loi ou de décret initial, éventuellement amendé. Dans ces deux cas, un seul vote d'entrée en matière intervient.

En cas de préférence pour le projet initial, ce dernier est renvoyé en commission pour nouvel examen. Dans ce cas, la commission a l'obligation de rester fidèle au projet initial de l'auteur. Cette situation peut aboutir à la proposition d'un projet de loi ou de décret, que la commission recommanderait au Grand Conseil de refuser. On peut alors imaginer que le travail de la commission se soit limité au contrôle légistique du projet, avec l'appui du SJEN.

Demande d'urgence : NON

Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Clarence Chollet, présidente du Grand Conseil

Autres signataires (prénom, nom) :

Autres signataires suite (prénom, nom) :

Autres signataires suite (prénom, nom) :